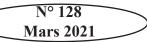
Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bienêtre et de liberté adéquat à chaque époque.



# le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895. Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



# Travailleur, ne vote pas. Travaille à la Révolution sociale



lors que tous les partis politiques se préparent encore à la lutte électorale, nous, anarchistes convaincus, nous adressons d'abord aux salariés, car ils sont les principales victimes du mécanisme artificiel qui nous gouverne. Nous sommes de ceux qui se rebellent contre l'organisation actuelle de la société, inégalitaire au possible.

Les joutes électorales sont si profondément enracinées dans l'esprit du monde militant, notamment à gauche, que quiconque ose les remettre en question est considéré comme une personne inconséquente, voire une personne qui n'aurait pas le droit de critique car non participative à ce que l'on considère, nous-autres, comme une farce. Nous causerions un préjudice à tous ceux et celles qui sollicitent nos suffrages. Nous n'aurions pas le droit de discuter d'une loi tordue et d'émettre des propositions pour contrer ce que nous jugeons néfaste aux gens. Cependant, toute une catégorie d'hommes familiarisés avec la science et un nombre de plus en plus important de travailleurs, se prononcent aujourd'hui résolument contre la loi des majorités et contre toute législation ou administration politique, quel que soit son objet.

Nous constatons que la loi ou le droit de la majorité, sur lequel repose la procédure électorale, a déjà donné des résultats plus qu'insuffisants aux travailleurs pour que l'expérience puisse rejeter les élections. Depuis 1848, le renouvellement constant des pouvoirs, des lois, des règlements, etc., le passé et l'actualité, tout suffit amplement à démontrer l'inefficacité du système engendré par la Révolution française au service de la classe bourgeoise qui gouverne depuis 1789.

De surcroît le fait majoritaire est une illusion ; ce ne sont pas les majorités qui gouvernent. Presque jamais l'élu n'est représenté par la moitié des électeurs; sans compter ceux qui ne votent pas et s'ajoutent à ceux qui sont « minoritaires » et qui sont vaincus ; et à ceux-ci s'ajoutent encore ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou n'ont pas le droit de vote, dont les intérêts sont aussi res-

pectables et importants que ceux qui peuvent voter ; il est clair qu'une majorité arithmétique ne sortira pas des urnes. Le pouvoir sera trusté plutôt par les représentants d'un parti ou d'un groupe de politiciens intéressés à faire prévaloir leurs opinions, idées et buts particuliers. Nous pourrions même dire des intérêts particuliers. Il n'est que de constater le nombre de procès visant les politiciens, même au plus haut niveau de l'Etat (Procès Fillon, Léotard, Sarkozy...), pour s'apercevoir que la corruption est un élément important de la politique politicienne.

Nous pouvons donc parler d'immoralité électorale, de trafic indigne des consciences, d'infamies, de grandes iniquités qui sont commises à tout moment pour gagner les élections et surtout pour profiter du système une fois les candidats élus. Nous voulons examiner les problèmes d'en haut, car ce bourbier infecte tout ce qu'il touche. Si on veut encore supposer que ce sont vraiment les majorités qui ont prévalu, que ferait-on des intérêts des minorités? Ne sont-ils pas les intérêts des hommes comme les autres hommes? Ou les intérêts des femmes ?

Si un homme n'a pas le droit de réglementer la vie d'un autre homme, mille hommes ensemble manqueront également de ce droit. Croire que la majorité a le pouvoir de faire des lois ou de nous administrer est aussi absurde que si l'on croyait qu'une réunion d'aveugles, par le simple fait d'être une réunion, acquiert miraculeusement le précieux don de la vue.

Non, travailleur, ne vote pas! Les politiciens de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par toutes les couleurs de l'échiquier politique, vous demandent de les plébisciter pour ensuite vous donner un maître et engranger des avantages. La droite qui vous approche vous propose plusieurs candidats. Et à la suite de cet héritage maudit appelé souci législatif, vous serez également accueillis par des socialistes qui essaient de faire sortir la manne promise des urnes comme l'œuvre d'un miracle. De même pour les écologistes qui ont trouvé le filon vert. Bien loin

de l'écologie sociale et libertaire. Juste du capitalisme vert, de l'environnementalisme où les responsabilités individuelles se substituent à celles du capitalisme.

Les politiciens vous promettent une fausse égalité devant la loi, mais ils vous laisseront en fait esclaves par le salariat. Ils vous offriront une liberté écrite sur un beau morceau de papier, ou un code quelconque, mais ils conserveront un ou plusieurs pouvoirs qui vous domineront à tout moment de votre vie. Ils vous promettront le règne de la justice et continueront de vénérer le voleur pimpant qui trompe la nation et le capitaliste qui vole l'ouvrier; le profiteur réel punit celui qui a faim et s'empare de nourriture dans un supermarché. Mais il fait front et soutient son pair pris la main dans le sac, dans les rets de la justice qui de temps en temps fait un exemple.

Et à vous ouvriers et employés, en particulier à ceux qui seront vivement sollicités par les contrefacteurs du socialisme, nous disons: Voyez ce qu'ils ont accompli quand ils étaient au pouvoir. Combien de privatisations ont-ils à leur actif ? Combien d'acquis sociaux ont été perdus ?

Celui qui marche avec les loups apprend à hurler. Les ouvriers ne sont quasiment plus représentés au parlement et même s'ils y étaient, les candidats ouvriers ne seraient pas meilleurs que la plupart des technocrates présents sur les bancs de l'assemblée, et ils ne pourraient pas non plus faire ce qui ne peut être fait que de manière révolutionnaire.

Perdre du temps dans la vile comédie électorale, c'est renoncer à l'émancipation voulue.

Mais même si vous supposez que certains buts ont été réalisés, le pouvoir politique conquis, les actuelles classes dirigeantes vaincues, que fera ce parti socialiste teinté de vert qui a réuni les idées émancipatrices du temps nouveau à toutes les préoccupations de l'ancien temps? Pas grand-chose pour l'égalité économique et sociale, seule garante d'une véritable égalité.

Travailleurs, vous vous donnerez toujours un maître avec un ou une liste de candidats si vous votez en déléguant toutes vos prérogatives à un autre. Quiconque vous le demande, veut votre vote car avec lui il est revêtu de tout le pouvoir, de toute la force, de toute l'énergie qui réside en vous. Voter, c'est abdiquer, c'est annuler sa souveraineté individuelle. Ne votez pas, n'abdiquez pas, ne vous annulez pas!

L'émancipation sociale définitive ne peut être obtenue que de manière révolutionnaire. Après plus d'un siècle de pratique électorale, après un siècle d'exercice des privilèges, des monopoles et de la thésaurisation des richesses, il ne reste plus qu'un moyen de modifier radicalement les conditions de vie, et ce moyen est la Révolution sociale.

Les solutions anarchistes sont actuellement imposées par l'inefficacité des anciens systèmes y compris celui du socialisme doctrinaire.

Pour obtenir une fois pour toutes la liberté souhaitée, tous les pouvoirs doivent être expropriés de manière révolutionnaire. Que tous les travailleurs agissent par eux-mêmes, par des accords mutuels, sans déléguer leurs droits, leurs facultés, leurs attributions à qui que ce soit, sans attendre des ordres supérieurs ni se fier à des administrations centrales qui monopolisent tout, et l'indépendance s'établira dans une société plus solidaire, plus réelle que par tous les pouvoirs artificiels et les organismes et institutions forgés pour l'établir et la garantir.

Enfin, pour que la Justice désirée règne et brille magnifiquement un jour à la surface de la terre, il faut que chacun puisse se nourrir, s'éduquer, jouir et vivre dans un bienêtre harmonieux, dans le respect de la nature.

Notre bien-être et notre liberté ne dépendent pas du dépôt d'un morceau de papier dans l'urne. Avec cette pratique mystique, nous nous sommes habitués à attendre des dirigeants le minimum vital, la nourriture nécessaire, l'instruction indispensable, de meilleures conditions d'hébergement. Quand cette pratique électorale est abandonnée, la conquête de ces choses commence à être possible de manière supérieure, parce que nous commençons déjà à les chercher pour nous-mêmes, et au bout de ce chemin la Révolution se trouve toujours; la Révolution qui apportera inévitablement une liberté complète dans la plus stricte égalité des conditions économiques et sociales.



Que peut nous apporter un changement plus ou moins radical des personnes, un changement plus ou moins profond des institutions? Regardez autour de vous: républiques fédérales, républiques unitaires, monarchies, régimes communistes autoritaires... tout vit et subsiste pour défendre et maintenir la propriété et le privilège des propriétaires, pour affirmer et continuer l'esclavage des ouvriers. La faim règne dans les pays sous-développés et même en Europe, pays riches; l'ignorance règne sur toutes les nations, le laxisme moral et le crime englobent

tout. Que vous souciez-vous si ceux-ci ou ceux-là sont les maîtres? Ce dont vous devriez vous soucier, c'est de ne pas avoir de maître. Car pendant que vous voterez, vous ne ferez que confirmer votre esclavage, car celui qui choisit un maître se confesse être un esclave. Et vous n'êtes même pas libre de choisir celui que vous aimez! Aujourd'hui, vous votez par défaut, contre le pire. Ou plutôt contre Le Pen.

Et si vous n'y allez pas, si la rébellion envahit votre esprit et que vous ressentez l'encouragement et la force de secouer violemment tout pouvoir, toute tyrannie, venez à nous, rebelles aussi, et la Révolution sociale sera bientôt un fait. Venez chez nous et avec nous dites à toutes les parties, de l'absolutiste à celle qui vous séduit avec la promesse d'un meilleur statut social: Nous ne votons pas parce que nous ne voulons déléguer nos droits à personne, parce que nous voulons nous gouverner nous-mêmes, parce que nous voulons une liberté effective, une véritable égalité, pour que la société vive dans la justice. Nous ne votons pas parce que nous avons quelque chose de plus sérieux à

régler; car il faut donner nourriture et abri, instruction et confort à la majorité de l'humanité notamment celle qui vit misérablement. Nous ne votons pas parce que l'émancipation humaine ne peut sortir des urnes, elle ne peut naître que de la Révolution triomphante.

Nous sommes anarchistes, et l'anarchie est basée sur l'égalité des conditions économiques, la liberté comme méthode et enfin la solidarité de tous les hommes. Tout cela exclut les classes, les privilèges, la propriété, le gouvernement. Nous recherchons un nouveau monde et nous essayons de détruire votre monde pourri.

Alors en toute conscience, travailleur, ne vote pas ! Pratique l'abstention active et combat les injustices. Organise-toi pour un jour, gérer directement les usines, les bureaux, les écoles, les services publics...Vive la Commune!

Patoche (GLJD)

# Le règne de la précarité et de la corruption

e gouvernement et les médias continuent d'insister **d**sur la reprise économique progressive que connaît le pays. Cependant, le taux de chômage a atteint en moyenne au quatrième trimestre 2020, en France métropolitaine des records ; le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 710 600. Parmi elles, 3 574 300 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 2 136 300 exercent une activité réduite (catégories B, C). Presque six millions de personnes au chômage et les plans de licenciement vont s'accentuer en 2021. Etant donné le travail au noir, la précarité de l'emploi, les revenus d'insertion ... et la nouvelle donne pour indemniser les chômeurs (dégressivité des indemnités...), la misère dans le milieu étudiant et dans certains quartiers ouvriers, l'avenir n'est pas rose et propice à tous les populismes. Les services sociaux végètent et les investissements en matière sociale diminuent.

La pauvreté des enfants en s'accentue de même. Un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France, soit près de 3 millions d'enfants en situation de pauvreté. Le taux de pauvreté des enfants est de 20%, ce qui est nettement supérieur à celui de l'ensemble de la population qui oscille autour des 14% (unicef.fr/dossier/enfants-pauvres).

La précarité et la destruction d'emplois ont conduit à un énorme appauvrissement des familles ouvrières. Cela se traduit par un manque d'accès aux ressources pour les mineurs, une mauvaise alimentation et de graves conséquences sur la santé. De plus, de nombreux travailleurs (secteurs du nettoyage...) ont des horaires décalés (travail très tôt le matin, tard le soir...) et ne peuvent s'occuper de leurs enfants, ce qui favorise parfois la délinquance.

Les patrons et les politiciens ferment les yeux et préfèrent étaler médiatiquement les sommes versées au titre de la politique de la ville. La ghettoïsation de quartiers entiers entraîne des effets pervers : rixes de bandes rivales avec parfois des morts à la clef.

Des expulsions de familles qui ne peuvent pas se permettre les hypothèques abusives continuent d'être exécutées tandis que les dépenses publiques de logements sociaux ont été réduites. Cependant, des centaines de milliers de logements sont vides ou parfois habités 15 jours par an comme résidence secondaires ou tertiaires....

Il a été plus que démontré que les représentants politiques ne sont pas intéressés par la situation sociale. Les gouvernements se retranchent derrière la crise sanitaire pour faire passer leurs réformes. De plus, leur objectif en fin de compte n'est autre que la vie des institutions étatiques.

Cependant des politiciens sont condamnés à des peines ridicules pour détournement et corruption. Très probablement, aucun d'entre eux n'ira en prison, soit à cause de peine de moins de deux ans qu'on peut aménager, soit en raison des relaxes prononcées.

Ce sont les mêmes qui se remplissent alors la bouche de démocratie et de liberté et emprisonnent ceux qui luttent contre les injustices. Avec une police qui protège le capital.

Guerre dans le monde

Le système économique capitaliste ne fait pas que faire

des ravages en France. Diverses guerres secouent le monde aujourd'hui. Certaines plus médiatiques (Syrie, Mali...), d'autres moins. La plupart d'entre elles avec des justifications telles que la défense de la paix et la promotion de la démocratie, la lutte contre le terrorisme. Mais derrière ces conflits nourris par les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Iran, l'UE en général ou la Grande-Bretagne et la France en particulier, les intérêts économiques des grandes multinationales et les intérêts géopolitiques des États prévalent. Ils tournent autour de la construction de grandes infrastructures, le contrôle du gaz, du pétrole, des réserves minérales et autres ressources naturelles, etc.

Derrière chaque arme, chaque missile, chaque bombe, chaque avion de combat, chaque armée, il y a des hommes d'affaires qui profitent du commerce de la mort et de la souffrance. Tous ceux qui sont liés aux affaires de l'industrie de l'armement. Avec des médias appartenant aux marchands de canons.

La France est l'un des principaux fournisseurs d'armes au monde. L'excuse est la défense. Cependant, ses clients comprennent divers pays impliqués dans des conflits contre d'autres pays ou dans des conflits internes.

Parallèlement, nous avons des centaines, voire des milliers de victimes civiles qui meurent chaque jour des conflits armés qui secouent le monde.

Et au quotidien, des millions de travailleurs qui doivent surmonter la mort chaque jour pour subvenir aux besoins de leur famille. Combien de travailleurs du bâtiment décèdent par exemple chaque année.

Il y a des raisons de s'organiser et d'aller vers la grève générale expropriatrice

Tant à l'intérieur des frontières du monde occidental qu'à l'extérieur, les travailleurs doivent souffrir des misères auxquelles nous sommes condamnés par les hommes d'affaires et les politiciens. À l'intérieur, nous devons subir les délocalisations d'usines, la destruction d'emplois et la peur continue du chômage, ainsi que la frustration de ne

jamais pouvoir atteindre le niveau de vie qu'ils essaient de nous vendre comme l'idéal de tout riche pays développé. Le tout dans le seul but de nous exploiter, de tirer le meilleur parti de notre travail avec le salaire minimum (et s'ils le peuvent, ils casseront aussi la Sécurité sociale et les retraites par répartition, pour mieux jouer en bourse.

En dehors de l'Occident, le commerce de la guerre et les intérêts impérialistes des multinationales et des États maintiennent des millions de personnes dans la misère sur les cinq continents, souffrant de la faim et des guerres éternelles qui ne cessent jamais.

La délocalisation de l'industrie européenne est une autre manœuvre des employeurs pour réduire les coûts de fabrication et de production, exploitant des milliers de travailleurs et d'enfants dans des conditions sous-humaines et semi-esclavagistes. Ces patrons sont acclamés par les mêmes politiciens qui créent des stratagèmes de corruption pour s'enrichir, et par les hommes d'affaires qui financent les partis politiques pour promouvoir des politiques qui défendent leurs intérêts de classe contre les travailleurs.

Face à cette situation, il est nécessaire que les travailleurs s'organisent pour mettre sur la table l'outil le plus efficace dont nous disposons tant au niveau local qu'international, la grève générale illimitée. Arrêter l'assaut du néolibéralisme à la fois en Europe et contre les guerres qui ravagent les peuples du monde pour les affaires de quelques hommes d'affaires et politiciens.

Loin des syndicats réformistes, qui font partie des engrenages de la machine néolibérale, nous avons l'alternative de créer et de favoriser des réseaux, des collectifs et des syndicats horizontaux, d'assemblée et de solidarité, qui sont le meilleur outil pour freiner l'assaut néolibéral, à la fois dans l'environnement de travail ainsi que dans l'environnement social, et défendre et promouvoir nos intérêts en tant que travailleurs. Sans oublier l'écologie sociale et libertaire.

Patoche (GLJD)

# L'anarcho-syndicalisme au Havre

e regard porté aujourd'hui sur l'anarcho-syndicalisme a considérablement changé depuis l'effondrement des régimes dits communistes notamment l'URSS et les pays de l'Est. Le crédit de ces derniers a largement été entamé par les révélations faites sur les crimes de masse orchestrés par le régime stalinien ainsi que la surveillance totalitaire de la population soumis au joug du petit père des peuples, crédit politique dont a bénéficié jusqu'à il y a peu de temps encore le point de vue des historiens et propagandistes du mouvement communiste français et international. Ce point de vue était majoritaire et relayé par une

partie aussi des intellectuels ayant pignon sur rue. Bien des historiens ont encore du mal à se débarrasser de leurs préjugés y compris politiques du fait de leur appartenance et de leurs croyances.

Nous constatons depuis quelques années au Havre que plusieurs délégués syndicaux de la CGT se réclament de l'anarcho-syndicalisme ce qui pourrait être de bon augure si l'anarcho-syndicalisme n'était pas dénaturé. Un anarcho-syndicaliste ne peut par exemple appeler à voter pour des députés puisque l'anarcho-syndicalisme est contre le

parlementarisme par exemple. L'appel à voter pour un député est une ligne rouge largement dépassée. Le terme anarcho-syndicalisme est porteur et vecteur d'optimisme à condition de ne pas usurper le terme et le contenu même de l'anarcho-syndicalisme. Un petit rappel historique s'impose donc.

Au-delà des joutes byzantines entre anarchistes et communistes autoritaires, les militants ouvriers ont eu à choisir entre deux orientations différentes de l'émancipation ouvrière à l'époque de la Première Internationale.

Le point d'achoppement entre marxistes et anarchistes est essentiellement celui de la conquête du pouvoir politique. Alors que les marxistes considèrent la conquête du pouvoir politique comme le premier devoir de la classe ouvrière, les anarchistes acquis au fédéralisme de Proudhon et au programme de Bakounine prônent l'abolition complète des classes et l'égalité économique et sociale des individus des deux sexes. Pour aboutir à ce but, ils veulent l'abolition de la propriété individuelle et du droit d'héritage, et surtout que les Etats politiques et autoritaires en place se réduisent à de simples fonctions administratives des services publics dans leurs pays respectifs, et que soit établie l'union universelle de libres associations, tant agricoles qu'industrielles. C'est en gros le programme de l'Alliance de la démocratie socialiste édicté par Bakounine. L'Alliance se déclare athée ; elle veut l'abolition des cultes, la substitution de la science à la foi et de la justice humaine à la justice divine.

Ces unions sont les ancêtres des syndicats. Pour davantage de précisions, dans le livre « L'Internationale » de James Guillaume, celui-ci précise la pensée des partisans de la Jurassienne : « Le doute n'est plus permis aujourd'hui. La liberté sans l'égalité politique et cette dernière sans l'égalité économique, n'est qu'un leurre... L'égalité réelle, qui consiste en ce que tous les individus soient en possession de tous leurs droits...ne peut être obtenue que par la révolution sociale ».

Les anarchistes ressentaient une profonde aversion des partis politiques et voyaient en eux un tremplin pour ambitieux. Tant qu'à la conquête de l'Etat par les ouvriers, cette dernière était vaine car l'Etat, organisme vivant, ne visait qu'à se renforcer. Par conséquent les joutes politiques permettaient d'intégrer au système parlementaire ceux qui recouraient à ce jeu sans changer pour autant l'ordre des choses.

Le syndicalisme offrit alors aux libertaires un horizon et se fixa comme objectif la socialisation révolutionnaire de l'économie et l'émancipation de la classe ouvrière par ellemême (cf la Charte d'Amiens). Il adopta l'action directe comme arme de combat. On est loin des appels à voter pour tartempion fut-il considéré comme un député votant des lois favorables aux ouvriers. D'autant que les anarchosyndicalistes ont toujours dit que la plupart du temps une « loi en faveur des travailleurs » n'est que l'aboutissement d'un rapport de force.

L'anarcho-syndicalisme ne peut donc être une succursale d'une machine électorale. Il ne suffit pas de se réclamer de l'indépendance syndicale pour être anarcho-syndicaliste. C'est nécessaire mais non suffisant.

Nous conseillons la lecture de la revue N° 4, Chroniques Noir et Rouge, de février 2021, notamment le dossier sur Alexandre Skirda ainsi que les articles concernant « Les soixante-dix jours de Angel Pestana en Russie soviétique » et « L'incendie du Reichtag par Marinus Van der Lubbe ». Les propagandistes du Komintern, les mensonges grossiers des staliniens et la grande escroquerie du socialisme réel...sont battus en brèche.

Mika (GLJD)



# Femmes en lutte

a reprise de l'activité dans les services non essentiels, le télétravail reconnu comme mesure de conciliation et non comme mesure préventive pour éviter l'exposition à la contagion du covid 19, le peu de mesures de protection dans les centres de travail et la perte d'emploi qui a conduit dans de nombreux cas à la perte de logements, ont frappé avec plus d'intensité les secteurs féminisés et par conséquent les femmes et les familles monoparentales, nous soumettant à l'augmentation de toutes les

injustices que nous subissons en tant que femme et classe ouvrière.

Profitant de la pandémie, l'État a créé plus de mesures répressives pour nous. Alors qu'ils nous emprisonnent à l'intérieur de nos maisons, nous condamnant à la surcharge d'assumer tous les soins et paralysant nos vies, ils nous obligent à maintenir le système capitaliste actif grâce au télétravail. Ils violent nos droits conquis (flexi-

bilisation totale des horaires ...) donnant ainsi une continuité à l'aspiration éternelle de l'employeur qui peu à peu atteint son objectif: des travailleurs disponibles dans un court laps de temps, sans droits et sans protestations. Parallèlement, ce sont les femmes qui sont montées en première ligne pendant la crise sanitaire: femmes de ménage, aide-soignantes, caissières...des métiers indispensables à la vie contrairement aux emplois de technocrates, bureaucrates, traders...

La date du 8 mars, devenue journée de grève internationale des femmes, est emblématique dans les luttes féministes. Elles sont partout en première ligne pour la lutte en faveur des libertés et contre toutes les dictatures, ainsi en Birmanie, en Biélo-Russie... Elles se mobilisent en nombre en Espagne, Argentine, ou en Pologne pour le droit à l'avortement. Au Chili, les femmes jouent un rôle essentiel dans la réécriture en cours de la Constitution ; au Rojava elles combattent au côté des hommes pour la liberté et l'égalité. Dans les pays en guerre, les femmes paient un lourd tribut. Au Nigeria, de jeunes femmes sont régulièrement enlevées pour servir de monnaie d'échange quand ce n'est pas d'esclaves sexuelles.

Violences sexistes et sexuelles, féminicides, discriminations contre les minorités, moindre représentation des femmes dans la vie politique, paupérisation et dépendance économiques des plus précaires, jeunes migrantes à la rue... Les raisons ne manquent pas de se révolter en France aussi.

En 2020, les écarts de salaires entre hommes et femmes étaient toujours de 19 %. Pourtant, en pleine crise sanitaire, les caissières, les auxiliaires de vie, les assistantes maternelles, les employées d'usine, les enseignantes, les aides-soignantes, les agentes d'entretien se sont révélées bien plus indispensables que leurs supérieurs hiérarchiques, majoritairement des hommes. Les femmes cumulent les temps partiels et des salaires de misère ce qui induit des retraites misérables.

Nommer et rendre visibles les inégalités dont nous souffrons est essentiel pour prendre conscience de cette transformation pour un monde libre et égalitaire.

Une fois de plus, nous, les femmes, nous sommes obligées de nous organiser pour dénoncer les injustices et essayer de combler toutes ces lacunes que la classe politique n'a pas voulu changer. Nous avons nous-mêmes créé des réseaux de soutien pour aider les personnes vulnérables, les femmes qui ont été enfermées avec leur agresseur et tout ce grand secteur féminisé qui fait partie de l'économie souterraine et est oublié par les médias et les États.

L'éducation féministe et l'auto-organisation des femmes sont nos principaux outils.

Nous sommes des anarcho-féministes, nous voulons un nouveau monde, mais pas cette nouvelle normalité.

Par conséquent, nous appelons à la révolution, ensemble, pour détruire la société machiste et hétéropatriarcale qui nous étouffe et qui cherche la désintégration de notre force féministe.

Pour un monde où l'égalité n'est pas une utopie, mais cette réalité que les femmes libres se battent pour construire.





# Socialistes libertaires ou anarchistes?



Pour la série de publications qu'il envisage, Louis Louvet m'a demandé d'écrire sur les buts du Groupe et du mouvement socialistes libertaires que nous nous efforçons de constituer. Je débute ce travail en signalant que j'oriente fatalement mon exposé en tenant compte qu'il est destiné à Contre-courant et à des lecteurs d'esprit libre en majorité. Non point, on le comprendra, pour accommoder ma pensée ou son développement au goût de ceux qui me liront, afin de les attirer par d'habiles concessions, mais parce que toute doctrine sociale qui n'est pas un ensemble de préceptes évangéliques et limités embrasse un grand nombre de problèmes, et fatalement celui qui la propage doit en exposer les aspects qui se rapportent

le plus à la pensée et aux inquiétudes de ceux auxquels il s'adresse.

Ceux qui voudront des renseignements complémentaires les trouveront dans notre Manifeste socialiste libertaire, dans nos Cahiers mensuels ou dans d'autres écrits qui paraîtront aussitôt que nous trouverons l'appui nécessaire. EXPLIQUONS-NOUS d'abord sur notre méthode de pensée. Il est arrivé au socialisme, comme à l'anarchisme, au communisme, au syndicalisme, au coopératisme ce qui, dans un sens, est arrivé à toutes les grandes écoles philosophiques, religieuses, politiques, sociologiques qui ont subi le contact des hommes et de la vie des collecti-

vités. Apparemment, elles se sont enrichies par d'innombrables apports secondaires et complémentaires.

Le christianisme, dont le corps de doctrine est assez simple, a donné naissance à différentes écoles qui, toutes, se réclament de lui : catholicisme officiel et orthodoxe, protestantisme calviniste et luthérien, sectes des mormons, des anabaptistes, des camisards, des albigeois, des vaudois, des puritains et combien d'autres! Toutes ces branches dérivent du christianisme. Tout cela l'a enrichi en apparence mais l'a appauvri en réalité. Les nombreuses sectes et leurs modes de pensée, si souvent contradictoires et ennemis, ont étouffé, noyé le christianisme primitif au sens de la fraternité humaine, de la justice sociale et même de la pratique religieuse. Il ne reste que le mythe, surtout le mythe suprême, car les — 3 mythes secondaires sont diversement interprétés, et c'est sur cette interprétation que se sont livrées les guerres de religion. Toujours est-il que, même en se réclamant du christianisme, les différentes familles soi-disant chrétiennes l'ont faussé dans son essence.

Il en est de même pour le républicanisme. Il suffit de voir toutes les écoles qui se sont constituées, et les régimes politiques si différents qui s'en réclament pour s'en rendre compte.

Il en est de même également pour le syndicalisme. Révolutionnaire à ses débuts, poursuivant la disparition du capitalisme et de l'Etat, préconisant l'instauration d'une société de producteurs faite et dirigée par les producteurs eux-mêmes, il a été » enrichi » de nouveaux apports qui l'ont aussitôt submergé et, en fin de compte, appauvri.

Ainsi le coopératisme actuel qui n'a plus rien à voir avec les conceptions de Robert Owen, le programme des pionniers de Rochdale et celui de l'Ecole de Nîmes. Mais ne nous égarons pas dans des comparaisons similaires qui concernent les autres écoles. Abordons directement ce qui concerne l'anarchisme puisqu'il doit être surtout question de lui.

L'auteur de ces lignes milite dans le mouvement anarchiste international depuis quarante-cinq ans. Il a suffisamment écrit, assez parlé, assez lutté, assez payé de sa personne, assez apporté, même dans le domaine théorique — souvent sous des pseudonymes — en langue espagnole plus qu'en langue française, pour que l'on ne doute pas de la solidité de ses convictions. Cependant, il considère que, dans un pays comme la France, il est préférable d'adopter la dénomination de socialisme libertaire pour définir les idées sociales qu'il propage, et ceux qui militent avec lui sont arrivés aux mêmes conclusions. Signalons que le même fait se produit en Allemagne, en Suède, que l'on trouve des groupes socialistes libertaires en Argentine et que la personnalité intellectuelle ayant le plus d'envergure, depuis la mort de Kropotkine, Rudolph Rocker, en

est arrivée aux mêmes conclusions.

J'ajouterai que selon Max Nettlau qui opposait souvent le socialisme libertaire, pour lui synonyme d'anarchisme social, au socialisme autoritaire, Francisco Ferrer et Tarrida del Marmol — ce dernier astronome et mathématicien, et l'une des personnalités intellectuelles les plus marquantes de l'anarchisme espagnol — en étaient venu dès 1909, à la conclusion que ceux qui interprétaient à leur manière l'anarchisme devraient s'appeler socialistes libertaires.

Errico Malatesta écrivait également dans un de ses nombreux articles — et Luigi Fabbri confirmait dans son livre Il Pensamiento de Malatesta — qu'il avait généralement préféré s'appeler » socialiste anarchiste » (1). Gustav Landauer, qui fut après Rocker la figure intellectuelle la plus haute de l'anarchisme allemand, et qui était proudhonien, s'intitulait socialiste et son livre essentiel porte pour titre : Incitation au socialisme. Si nous remontons plus loin, nous voyons que Bakounine s'est généralement appelé socialiste révolutionnaire, qu'il a défendu et préconisé le socialisme, qu'il a fondé l'Alliance de la démocratie socialiste, point de départ de l'anarchisme international, puis, devant la déviation électorale et étatique de la social-démocratie allemande, l'Alliance socialiste révolutionnaire. Dans l'ensemble, le mot » anarchie » avait pour lui le sens de destruction et de chaos, et lorsqu'il s'appelait anarchiste ou invoquait l'anarchie, c'était en tant que démolisseur, et pour la seule destruction des institutions d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. Ses théories reconstructives étaient socialistes. Quiconque se donnera la peine de le lire sérieusement en conviendra.

Ses amis, dans la Première Internationale défendaient du reste, eux aussi, le socialisme. Il est du reste curieux de constater que ce sont des hommes tels Jules Guesde, Paul Brousse, Benoît Malon qui, dans leur extrémisme verbal antimarxiste, s'appelaient presque unilatéralement anarchistes et fondèrent par la suite le parti socialiste autoritaire. Si nous remontons jusqu'au » père de l'anarchie « , nous constaterons un fait identique. C'est en 1840, dans son livre Qu'est-ce que la propriété? que P.-J.Proudhon lança le mot anarchie afin de définir une doctrine sociale nouvelle, une conception antiautoritaire du socialisme. Cela frappait un aussi grand coup que sa formule lapidaire : » La propriété c'est le vol. » Car en France, le mot anarchie s'employait, depuis trois siècles, dans le sens péjoratif que nous lui connaissons.

Proudhon, du reste, le reconnaît lui-même dans ces quelques lignes, qu'il nous semble utile de citer intégralement, où il s'affirme anarchiste. En voici le texte : » La propriété et la royauté sont en démolition dès le commencement du monde : comme l'homme cherche la justice dans l'égalité, la société cherche l'ordre dans l'anarchie.

Anarchie (en caractères italiques dans le texte), absence de

maître, de souverain, telle est la forme de gouvernement dont nous approchons tous les jours, et que l'habitude invétérée de prendre l'homme pour règle et sa volonté pour loi nous fait regarder comme le comble du désordre et l'expression du chaos. » (Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherches sur le principe du droit et du gouvernement. Editions J.-F. Brocard, Paris, 1840.

Chapitre V, page 235 : Caractères de la communauté et de la propriété.) Il est du reste si peu convaincu du nouveau sens qu'il lui a plu de donner au mot que, dans son deuxième Mémoire sur la propriété, publié l'année suivante, il emploie à nouveau le mot » anarchie » dans son sens péjoratif. Et dans tous ses écrits postérieurs il nous parle de » l'anarchie commerciale » (tout comme Fourier), de » l'anarchie mercantile « , de » l'anarchie économique et financière « , etc. Et il s'appelle, lui aussi, socialiste ou socialiste révolutionnaire, et défend le socialisme ou le socialisme fédéraliste. Ce n'est qu'exceptionnellement, comme Bakounine, qu'il reviendra au mot anarchie dans le sens de société organisée et fonctionnant régulièrement sans gouvernement.

Ce rappel historique, que nous pourrions amplifier, suffit à prouver, à quiconque n'interprète pas une idée ou un courant d'idées d'après la seule étymologie des mots d'une ou de deux générations et dans un ou deux pays, que l'on peut, à bon droit, et sans trahir l'essentiel de l'anarchisme — si l'on entend par ce mot une doctrine dont Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Mella (2) et leurs disciples furent les représentants les plus illustres — s'appeler socialistes libertaires ; qu'il n'y a, essentiellement, pas de différence entre la pensée de ces grands prédécesseurs et la nôtre. Kropotkine, qui fit le pas décisif pour l'emploi du mot anarchie — il en explique les raisons dans Autour d'une vie — n'était pas plus ennemi des archies, du gouvernement de l'Etat, que Bakounine. Et ceux qui croient devoir employer un mot qu'aujourd'hui nous croyons ne plus devoir employer ne le sont pas plus que nous-mêmes.

••• Pourquoi donc, nous demandera-t-on, et nous demande-t-on, renoncez-vous au mot anarchie et à ses dérivés ? Nous répondrons d'abord en bloc : parce que nous avons un ensemble de raisons, nous avons fait un ensemble de constatations, qui nous ont conduit à pratiquer ainsi ; et parce que C'EST NOTRE DROIT IMPRES-CRIPTIBLE de nous appeler comme il nous plaît si nous le croyons nécessaire et utile ; comme ce serait notre droit de nous appeler autrement (socialistes guildistes, socialistes antiétatistes, socialistes antiautoritaires, etc.).

Pour le détail nous préciserons qu'à notre avis, particulièrement en France (3), l'anarchisme est devenu un ensemble d'idées, de conceptions, de formules, de principes si différents, si contradictoires et si incohérents que l'opinion publique ne peut s'y reconnaître et qu'il y a presque autant de conceptions de l'anarchisme que d'anarchistes. Un seul point de contact réunit cet ensemble disparate : la négation de l'autorité.

On ne crée pas un mouvement social ayant quelque chance d'exercer une influence positive sur l'évolution de la société avec une seule négation. Au fond, Bakounine, quoi qu'en aient dit et en disent encore tant de calomniateurs et d'irresponsables, fut le plus équilibré de nos penseurs, délimitait très bien les choses, quand il s'appelait anarchiste pour l'œuvre de destruction, et socialiste pour l'œuvre de construction qui devait venir ensuite. Mais jamais il ne lui est venu à l'idée de ne recommander que la destruction. Il écrivait, au contraire, que c'était seulement dans la mesure où nous serions capables de reconstruire que nous aurions le droit, et la possibilité de détruire.

L'union sur une négation ne suffit donc pas. Une négation n'est pas une théorie sociale, une doctrine sociale, un but humain, un programme, une idée. Dire « anarchie », non archie, non gouvernement, non Etat n'est pas dire : » organisation de la société de telle ou telle manière » si nous voyons dans la société, surtout dans la société moderne, un ensemble immense et complexe d'activités de toutes sortes qui doivent s'harmoniser, se coordonner sous peine de s'interrompre, qui sont subordonnées les unes aux autres, et qui exigent autre chose que des déclarations de principes qui embrassent tout, mais ne résolvent rien.

Entre l'anarchisme individualiste et l'anarchisme communiste, la dissemblance est telle que les deux écoles se sont toujours, inévitablement et nécessairement, combattues. Entre l'anarchisme syndicaliste constructiviste et l'anarchisme purement critique, nihiliste ou nihilisant, il n'est pas de comparaison valable.

Ces divisions elles-mêmes s'accompagnent de nombreuses subdivisions.

L'individualisme de Han Ryner n'est pas celui d'E. Armand. L'anarchisme communiste de Malatesta n'est pas celui de Galleani. La spécialisation néo- malthusienne de certains anarchistes prétend tout résoudre par la limitation des naissances ; la spécialisation végétarienne, filiale du naturisme intégral, par l'alimentation non carnée, sans ou avec, selon les cas et les écoles, produits laitiers ou poisson également. La spécialisation de la libre sexualité, transformée en libre lubricité, se suffit aussi à elle-même.

Toutes ces sous-écoles, auxquelles nous pourrions en ajouter d'autres, font partie de l'anarchisme, car chacune nie les archies, et il suffit de nier les archies pour être anarchiste. Et non seulement elles sont différentes, mais le plus souvent opposées. Si bien que celui qui s'approche du mouvement anarchiste se trouve devant tant de courants, de tendances, sinon de sectes se combattant qu'il n'y comprend rien et ne peut rien y comprendre.

Là aussi, la multitude d'apports, de diversifications n'a pas enrichi la doctrine essentielle. Elle l'a terriblement appauvrie.

Tel est, du moins, notre avis. Et l'on a fini par lâcher la proie pour l'ombre. Avec Proudhon, Bakounine, la pléiade admirable de la Première Internationale, Kropotkine et ses amis des premiers temps, l'anarchisme — ce que du moins nous appelons ainsi — ou plutôt le socialisme anti-autoritaire avait des principes essentiels qui définissaient et délimitaient la doctrine. Ces principes ont été eux aussi noyés et submergés et on a fini par en oublier les grandes bases et les grands buts. Nous voulons y revenir et ne pas nous perdre dans les labyrinthes et la frondaison des floraisons incessantes.

Nous revenons à Proudhon — le Proudhon socialiste antiautoritaire –, à Bakounine, à Kropotkine. Nous préférons la clarté des idées essentielles, ayant une valeur éternelle, à la confusion de toutes les petites idées dont la valeur est souvent discutable.

Critique de plus en plus profonde, large, méthodique, puissante même, de l'Etat. Critique du capitalisme, de son désordre, de ses crimes. Recherche de nouvelles bases sociologiques pratiques, de nouvelles conceptions économiques applicables, d'une éthique nouvelle qu'il faut répandre dans la conscience et dans la vie des hommes. Voilà l'essentiel. Le reste, si important soit-il (un microbe est gigantesque, vu au microscope électronique), est accessoire. Or le mouvement et la pensée anarchistes se sont trop perdus dans l'accessoire et a été oublié l'essentiel à un tel point que, pour exemple, la critique de l'Etat, et du capitalisme, formulée par nos grands devanciers, dont Cornelissen, est ignorée de l'immense majorité de ceux qui se revendiquent de l'anarchisme, qui ne dépassent pas les interprétations sommaires, et font trop souvent du marxisme sans le savoir. ••• Nous voulons donc revenir aux sources. Et nous préférons une dénomination plus simple, impliquant des idées apparemment plus limitées, mais aux contours plus nets, qui nous permette de travailler en profondeur les problèmes fondamentaux de notre époque, d'apporter des vues intéressant ceux qui ne lâchent pas la proie pour l'ombre, et de donner un nouvel essor au socialisme antiautoritaire — car ce qui n'a pas pour but de résoudre le problème social dans la liberté ne nous intéresse pas! On nous dira peut-être que nous revenons en arrière. Nous répondrons que ce qui est éternel est toujours jeune, et que les principes fondamentaux construits par nos grands devanciers sont éternels. La revendication de plus de justice et de liberté remonte à des milliers d'années. Elle n'est pourtant pas une vieillerie méprisable. Le fascisme est tout nouveau dans l'histoire. Il n'est pas pour cela supérieur. La nouveauté n'est donc pas une preuve de supériorité. Dans la pensée humaine, dans les écoles philosophiques et sociologiques, dans les écoles artistiques aussi, du reste, il y a des avances et des

reculs, des progrès et des décadences. Le signe de ces décadences est souvent l'invasion de nouveautés qui défigurent plus qu'elles ne fécondent, qui détruisent tout et ne construisent rien.

Nous retournons donc aux sources, mais nous ne sommes pas des plagiaires, des phonographes ou de simples commentateurs. Fuyant le complexe de supériorité qui fait mépriser les penseurs et les sociologues qui ont fondé l'école à laquelle nous appartenons, nous prenons de ces hommes, dont le génie créateur est pour nous indiscutable, et souvent magnifique, les idées, les vues sociales et leur justification historique, philosophique et scientifique. Nous apprenons d'eux tout ce qui doit et peut être appris. Puis, armés de ce que nous avons pris chez eux, armés de notre culture que nous étendons de plus en plus, armés de notre expérience, qui fait partie de notre culture, étudiant l'homme et l'évolution de l'humanité, la structure, les besoins et l'évolution des sociétés humaines, le développement des sciences — qui malgré leurs variations, surtout en biologie, n'infirme en rien la conception d'une société de libre harmonie — étudiant les problèmes économiques et psychologiques, ethniques, démographiques, et autres, nous nous efforçons — ou nous efforcerons — de mettre à jour les idées essentielles, d'en renforcer les bases, de les élargir, d'en rendre le style plus actuel et l'expression plus conforme aux problèmes, aux inquiétudes, à l'esprit de notre époque. Et quand il le faudra, nous n'hésiterons pas à signaler les erreurs de nos grands précurseurs, et à les rectifier. Nous avons du reste commencé à le faire, Encore une fois, nous ne sommes pas de simples phonographes.

Pierre Kropotkine a écrit un livre qui constitue une base sociologique, historique, scientifique, philosophique, fondamentale de l'anarchisme (nous dirons, pour nous, du socialisme anti ou non autoritaire): l'Entraide. On peut lui reprocher — il le reconnaissait dans la préface — une généralisation excessive de l'appui mutuel — the mutual aid, dans le texte original — dans la vie des espèces animales et humaine. Il n'en reste pas moins que ce facteur est le principal agent de progrès et de bonheur des espèces le pratiquant. Surtout, et en cela on peut reprocher à Kropotkine de ne pas l'avoir assez souligné, nous avons là une base biologique de la conception anarchiste, non anarchiste de la société et de son organisation.

Eh bien! Ce livre ouvre un horizon immense pour qui voudra s'atteler à cette tâche, que des dizaines de kropot-kiniens — qu'il ne faut pas confondre avec les kropotkinistes — auraient dû entreprendre. Bakounine nous avait déjà montré, dans ses Considérations philosophiques, une vue cosmique de sa philosophie antiautoritaire, en faisant découler la non-autorité de la non-divinité, et la libre association du matérialisme où tout est combinaison, mais non subordination.

Kropotkine se limite au domaine biologique, puis historico-humain ou sociologique. Si nous reprenions au

moins les études scientifiques de Kropotkine ? Si nous les élargissions même ? Si nous fondions une conception libertaire de l'histoire, en montrant comment l'ensemble des activités utiles de l'humanité, qui ont permis son développement et son évolution, n'a pas été l'œuvre des gouvernants, des formations politiques, de l'Etat, mais de l'humanité même, et de ceux qui, tout en en faisant partie, se sont toujours avancés au sein des collectivités et leur ont montré le chemin ? Il y a là une œuvre immense à accomplir.

Cette œuvre revivifierait, revigorerait, grandirait la pensée qui nous est commune, et pourrait y attirer bien des gens que les minuscules à-côtés, érigés en problèmes et en solutions majeurs, rebutent plus qu'ils n'attirent.

L'idée de ce travail ne serait pas originale. On trouve chez Proudhon telle et telle phrase qui la condense, et Elisée Reclus, qui fut un des plus grands humanistes du XIXe siècle, la développe sans se le proposer dans L'Homme et la Terre. Mais sa réalisation méthodique, systématique, afin d'en faire un corps de doctrine scientifiquement établi aurait une importance énorme.

Prenons un autre développement nécessaire de ce qu'ont écrit nos grands prédécesseurs : la critique du marxisme. Tcherkessof avait, dans « Pages d'histoire socialiste », montré que la fameuse concentration du capital, la prolétarisation de la bourgeoisie et la paupérisation du prolétariat, clefs de voûte du soi-disant socialisme scientifique, n'étaient nullement confirmées par les statistiques anglaises dont Karl Marx s'était servi. Depuis, l'évolution économique et sociale des nations capitalistes a prouvé que les prévisions de Karl Marx ne se réalisaient pas, qu'il n'y a pas de paupérisation, mais embourgeoisement du prolétariat où de certaines couches prolétariennes, que si certaines couches de la bourgeoisie déclinaient, de nouvelles couches bourgeoises se formaient, qu'une certaine forme de concentration capitaliste n'empêchait nullement, étant donné la multiplication des besoins et de l'ensemble de la production, de nouvelles formes du capitalisme ; et surtout que sous des formes nouvelles, y compris celle du fonctionnariat d'Etat, les privilégiés tendaient plutôt à augmenter tandis que le prolétariat ne se paupérisait pas.

Il y a là une critique importante et nécessaire du marxisme, que nous devons poursuivre implacablement, et plus implacablement encore l'interprétation dite matérialiste, mais en réalité judéo-économiste de l'histoire. Et aussi implacablement la critique de la conception marxiste de l'Etat, non seulement à la lumière du fait russe actuel, mais à la lumière de toute l'histoire. Proudhon l'avait fait avant la lettre, dans ses polémiques contre les communistes autoritaires de son époque ; Bakounine le fit dans sa critique de la conception, de l'interprétation, de l'utilisation marxiste de l'Etat ; Kropotkine aussi dans sa forte brochure L'Etat, son rôle historique. Mais l'œuvre

d'ensemble, l'œuvre doctrinaire reste à écrire.

Même problème pour la critique économique. Il est douloureux de constater que presque tous, sinon tous les anarchistes, ignorent qu'avant Marx, Proudhon a défini et nommé la plus-value, que sa critique économique, apparemment moins savante, porte plus loin que celle de Marx, car il ne condamne pas le capitalisme au nom de la loi dialectique qui le force, pour ainsi dire, à mourir tout en engendrant les formes nouvelles qui le remplaceront et instaureront le socialisme, il le condamne au nom de la justice et non sous la forme marxiste. Le capitalisme pour les historiens, sociologues et économistes qui ne s'en laissent pas imposer par la suffisance scolastique de l'auteur du Capital, existe déjà à l'époque romaine, dans les civilisations d'Asie mineure, et même dans certaines périodes de l'Egypte antique; Proudhon le condamne comme une forme de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au-delà du capitalisme, c'est cette exploitation qu'il attaque. Quand il dit » la propriété c'est le vol « , il entend par là toute appropriation individuelle de moyens d'existence nécessaires à d'autres hommes ; quand il dénonce le propriétaire, il dénonce l'exploiteur, petit ou grand, entrepreneur ou commerçant. Il le dénonce non parce que la dialectique des faits ou de l'histoire (et qu'on peut très simplement appeler l'évolution) le condamne à disparaître (et s'il est condamné à disparaître (et s'il est condamné à disparaître à quoi sert-il de le dénoncer ?) mais parce qu'il place au-dessus de tout un principe moral : celui de la justice. Ce qui ne l'empêche pas d'accumuler des faits.

J'ai dit qu'il a, le premier, défini la plus-value. Il a aussi, avant Marx, montré comment le capitalisme anglais avait, dans la Workhouse, supplicié le prolétariat.

Dans sa célèbre polémique avec Bastiat, il a fait une analyse serrée des méthodes de croissance du capitalisme financier. On trouve chez lui bien d'autres idées, bien d'autres ébauches, bien d'autres suggestions — toujours en ce qui concerne la critique économique.

On en trouve chez Bakounine, on en trouve chez Kropotkine, dont les premiers chapitres de La Conquête du pain semblent avoir inspiré plus d'une page de Jacques Duboin. On en trouve chez Cornelissen, dont le Traité de la science économique méritait plus que l'ignorance générale où on le tient dans le mouvement qu'il s'est efforcé d'enrichir.

Eh bien! Tout cela est à reprendre, à revoir, et aussi à développer.

Mais il est deux autres développements nécessaires qui sont pour nous la condition sine qua non de l'école que nous voulons créer. Le premier concerne l'œuvre constructive, au sens économique du mot.

Là encore nous n'innovons pas. J'ai déjà écrit, et je répète, et je peux prouver, que de toutes les écoles socialistes l'anarchisme, à ses origines, est, comme le syndicalisme et le coopératisme, une école du socialisme ; c'est l'anarchisme qui a donné la plus grande production livresque concernant l'avenir. Je peux citer, sans effort, une quinzaine d'auteurs, avec leurs livres, essais, programmes. Bakounine, à lui seul, en écrivit au moins une demi-douzaine — plans, anticipations diverses.

Si ces écrits ont eu l'incontestable mérite d'aiguiller la pensée des lecteurs sur ce genre de problèmes, ou de poser des principes fondamentaux qu'il était indispensable de poser, la plupart — tels les deux livres de Pierre Besnard — ont le défaut ou d'avoir perdu leur actualité, ou d'être des constructions abstraites, des échafaudages imaginatifs sans rapport avec la structure des sociétés, la réalité de l'économie humaine et sociale, la complexité des rapports humains. Traiter de l'organisation de l'agriculture sans rien savoir de l'agriculture en soi c'est construire dans le vide.

L'analyse de l'économie doit donc avoir deux aspects, deux buts se superposant et s'enchaînant l'un l'autre. D'une part, la critique serrée de l'économie capitaliste qu'il faut connaître pour procéder à sa vivisection. Pour en montrer les failles et les erreurs, il faut d'autre part non seulement la connaître, mais connaître l'économie en soi, telle qu'elle est, telle qu'elle doit être, telle qu'elle peut être, afin d'avoir la certitude de la justesse de nos critiques. Dénoncer éternellement l'exploitation de l'homme par l'homme, les bas salaires, le bénéfice des sociétés capitalistes est insuffisant. C'est l'enfance de l'art dont peuvent se satisfaire les esprits superficiels. Mais cela ne mène pas très loin, ne mènera pas plus loin que nous avons été jusqu'à maintenant. Il faut pénétrer dans les entrailles de l'économie. Quand nous la connaîtrons pour dénoncer sa mauvaise organisation, nous la connaîtrons aussi pour proposer et promouvoir une organisation meilleure.

Nous aurons alors le droit moral de critiquer et de proposer des changements.

Cela implique une activité constante, un travail systématique, d'équipe si possible.

Nous devons apparaître avec une doctrine économique propre à l'école du socialisme libertaire, qui reprend l'œuvre de ses aînés, de ses fondateurs lointains, et la développer intelligemment, avec l'allant de ceux qui veulent convaincre, et vaincre.

L'autre développement, condition sine qua non de notre existence et notre justification, se rapporte à l'éthique. Le maniement, le classement, la comparaison, l'accumulation des statistiques ne sert à rien si notre comportement est immoral.

En ce cas, il ne servira pas à libérer les hommes.

Brève ou longue, l'expérience des membres de notre groupe les a menés à une conclusion identique et formelle : sans honnêteté, sans droiture, sans loyauté, sans respect de soi-même et des autres, sans dignité personnelle, sans responsabilité individuelle et collective il n'y a pas de société non autoritaire possible. Tout s'écroule et n'est que déliquescence.

On a, pendant trop longtemps, fait du déterminisme l'excuse de l'irresponsabilité individuelle. On ne s'est pas aperçu que cela menait directement à faire l'apologie de l'irresponsabilité. Or les hommes sont responsables ou irresponsables. Et on a créé la justification de toutes les inepties morales au nom de l'irresponsabilité. On a créé des collectivités d'irresponsables avec toute la latitude morale nécessaire pour observer tous les comportements immoraux, ou amoraux.

Une collectivité dont les individus faisaient de l'irresponsabilité un tabou théorique ne pouvait aller loin. Quant à nous, laissant de côté tout ce que la rigueur dialectique pouvait extraire du déterminisme, nous constatons que dans l'histoire humaine ce sont les hommes et les minorités qui se sont considérés responsables de ce qu'ils faisaient ou laissaient faire, qui ont accompli de grandes choses et influé, en bien ou en mal, sur le destin des hommes.

Le matérialisme n'exclut nullement les facultés psychologiques, et même psychiques. La conscience, la volonté, l'intelligence, la sensibilité, le sens du devoir, le sentiment de la responsabilité et de la dignité peuvent ne pas toujours s'expliquer intégralement dans le degré actuel des acquisitions des sciences physiques ou psychologiques, que la biologie nous montre, inséparables dans de si nombreux cas. Elles n'en sont pas moins une réalité plus ou moins grande, selon les cas, et qui dépend de notre choix.

Il y a donc une conception de l'éthique à développer. En théorie, mais plus encore en pratique. Qu'on ironise nous importe peu. L'ironie est trop souvent le masque de l'impuissance ou de l'immoralité. Pour nous, nous voulons que l'éthique imprègne notre comportement individuel et collectif.

Nous devons être une école au point de vue éthique, comme au point de vue sociologique et économique. Le rayonnement du socialisme libertaire doit être à la fois intellectuel et moral. Je me souviens de la grande influence morale des Tolstoïens en Russie. La clarté, la luminosité de notre éthique appliquée, en consonance immédiate avec notre pensée, sans subterfuges qui fassent attribuer les contradictions de fait à l'influence de la société actuelle – sinon, comment la surmonter ? – doivent, si notre mouvement peut s'étendre, être un exemple et un phare.

Cela me conduit à écrire quelques paragraphes sur un sujet connexe. Nous cherchons la vérité, indépendamment

de toute idée faite ou non vérifiée, de tout préjugé d'école. Et nous ne voulons faire de concessions à personne. Pas même à la croyance en la supériorité du peuple, qui fut celle de Kropotkine et autres théoriciens.

Nous sommes pour le peuple d'abord, et certains d'entre nous en font partie, avec cette lutte pour la vie et l'insécurité du lendemain qui sont les siennes dans bien des cas. Mais nous savons que la condition humaine est généralement la même, que l'ouvrier qui vit mieux que le petit-bourgeois du commencement du siècle ne vaut guère mieux, humainement parlant, et est indifférent au sort de celui qui vit moins bien que lui.

Nous savons qu'il est des salariés à mentalité de parvenus et de nouveaux riches, et que l'amélioration de la condition matérielle des hommes implique rarement l'amélioration de sa condition morale.

Encore une fois nous revenons à l'éthique, à la prééminence de l'éthique individuelle et collective. Nous voyons ces problèmes sur le vaste plan du devenir humain. Nous savons qu'il ne suffira pas que l'humanité entière vive à un niveau économique comparable à celui de l'habitant moyen des U.S.A. pour être plus civilisée, plus noble, meilleure et même souvent réellement heureuse.

Mais cela, dont nous avons conscience, nous impose des devoirs correspondants. C'est une affirmation fréquente de l'anarchisme que le progrès est l'œuvre des minorités. C'en est une autre que le peuple n'a pas besoin d'élite. Il faudrait s'entendre.

Pour nous, nous nous prononçons nettement. Ce sont les minorités constituées par ceux que les caprices de la biologie et de l'hérédité ont constitués pour cela qui guident l'humanité, lui ouvrent la marche vers de plus hauts destins. Ce fut toujours ainsi; ce sera toujours ainsi, de par la fatalité des lois biologiques ou du caprice de la nature, qui se retrouvent dans toutes les espèces, dans toutes les colonies animales. Nous sommes donc, volontairement, des

combattants du progrès humain. Nous avons conscience, et cela s'insère dans notre conception de l'éthique, d'être un maillon de la chaîne des générations forgée dans les millénaires, en marche vers les millénaires. Nous voulons donc constituer une minorité qui sera une élite dans la mesure où ces hautes raisons d'agir l'inspireront, dans la mesure aussi où, tout en ayant conscience de ses responsabilités d'élite, elle fera simplement son devoir, sans vanité, sans orgueil, mue par cette mystique de l'histoire qui a inspiré d'autres minorités avant elle, et qui en inspirera d'autres après elle.

- ••• Il resterait à dire, dans ce bref travail, pourquoi nous ne croyons pas devoir préconiser la révolution armée, ni ne croyons possible le triomphe de cette révolution. Il resterait à préciser certaines autres choses. La place me manque pour le faire. Ce sera l'objet d'un autre écrit, qui paraîtra dans cette collection, ou ailleurs.
- (1) Pour qui connaît le sens des vocables que nous avons l'habitude d'employer, il n'y a pas de différence entre socialisme anarchiste et socialisme libertaire.
- (2) Ricardo Mella, le plus brillant théoricien de l'anarchisme espagnol, défendait un collectivisme au fond plus proudhonien que bakouninien, mais surtout, dans l'ordre économique, la liberté d'application des divers systèmes du socialisme anarchiste.
- (3) Bien qu'il ait posé le problème dans son livre Precisiones sobre el anarquismo publié au début de 1937, par les Editions de Tierra y Libertad, de Barcelone, l'auteur s'appelle anarchiste, ou communiste libertaire dans l'activité qu'il déploie au sein du mouvement socialiste libertaire.

Gaston Leval – CONTRE- COURANT de novembre 1956 Nous publierons bientôt le texte d'André Panchaud concernant Gaston Leval, paru dans le libertaire d'avril 1998.



## De la Commune de Paris au municipalisme libertaire

Pour la seconde fois, la ligne était tracée bien nette. Si l'Hôtel-de-Ville n'avait guère défini la Commune, la bataille, le bombardement, les fureurs versaillaises, les échecs des conciliateurs la montraient nettement aux yeux de tout Paris ; un camp de révoltés. Les élections complémentaires du 16 avril — la mort, les élections doubles, les démissions avaient fait trente et un siège vacants — révélèrent l'effectif insurrectionnel. Les illusions du 26 mars avaient disparu ; on votait maintenant sous les obus. Les journaux de la Commune, les délégués des chambres syndicales eurent beau appeler les électeurs aux urnes, il n'en vint que soixante et un mille. Les arrondissements des démissionnaires donnèrent 16 000 au lieu de 51 000 votants.

C'était l'heure plus que jamais de parler à la France. Le 6 mars, la Commission exécutive, dans une adresse à la province, avait bien protesté contre les calomnies versail-laises, disant que Paris combattait pour la France entière ; elle n'avait pas formulé de programme. Les protestations républicaines de M. Thiers, l'hostilité de la Gauche, les décrets sans suite du Conseil, déroutaient complètement la province. Il fallait au plus tôt la fixer. Le 19, Jules Vallès, au nom de la commission chargée de rédiger un programme, présenta son travail ou plutôt le travail d'un autre. Triste symptôme et caractéristique des cinq membres de la commission, Delescluze seul fournit quelques passages — et encore ; la partie technique fut l'œuvre d'un journaliste, Pierre Denis, proudhonien, ergoteur à humilier les héros de Pascal.

Il avait repris et formulé en loi, dans le Cri du peuple, cette boutade de Paris ville libre éclose aux premières colères du Wauxhall. Paris devenait ville hanséatique, se couronnait de toutes les libertés et, du haut de ses forteresses, disait aux communes de France enchaînées : « Imitez-moi, si vous pouvez, je ne ferai rien pour vous que par l'exemple. » Ce joli projet avait tourné la tête à plusieurs membres de la Commune et il en resta trop de traces dans la déclaration.

« Que demande Paris ? disait-elle. — La reconnaissance et la consolidation de la République. L'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France. Les droits inhérents à la Commune sont : le vote du budget communal ; la fixation et la répartition de l'impôt ; la direction des services locaux ; l'organisation de sa magistrature, de sa police intérieure et de l'enseignement ; l'administration des biens communaux ; le choix et le droit permanent de contrôle des magistrats et fonctionnaires communaux ; la garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et de la liberté du travail ; l'organisation de la défense urbaine et de la garde nationale ; la Commune seule chargée de surveiller et

d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité... Paris ne veut rien de plus... à condition de retrouver dans la grande administration centrale, délégation des communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes. » [...]

#### L'enseignement

La délégation de l'Enseignement était tenue d'écrire une des plus belles images de la Commune. Après tant d'années d'études et d'expérimentations, cette question devait sortir tout armée d'un cerveau vraiment révolutionnaire. La délégation n'a rien laissé pour témoigner devant l'avenir. Le délégué était pourtant un homme des plus instruits. Il se contenta de supprimer les crucifix des salles d'école et de faire appel à tous ceux qui avaient étudié les questions d'enseignement. Une commission fut chargée d'organiser l'enseignement primaire et professionnel; tout son travail fut d'annoncer, le 6 mai, l'ouverture d'une école. Une autre commission pour l'enseignement des femmes fut nommée le jour de l'entrée des Versaillais.

Le rôle administratif de cette délégation se réduisit à des arrêtés peu exécutables et à quelques nominations. Deux hommes dévoués et de talent, Elie Reclus et Benjamin Gastineau, furent chargés de réorganiser la Bibliothèque nationale. Ils interdirent le prêt des livres, mettant un terme au scandale de privilégiés qui se taillaient une bibliothèque dans les collections publiques. La fédération des artistes, qui avait pour président Courbet, nommé le 16 avril membre de la Commune, et parmi ses membres le sculpteur Dalou s'occupa de rouvrir et de surveiller les musées.

On ne saurait rien de cette révolution en matière d'enseignement sans les circulaires des municipalités. Plusieurs avaient rouvert les écoles abandonnées par les congréganistes et les instituteurs de la ville, ou expulsé les frères qui étaient restés. Celle du XXe habilla et nourrit les enfants, jetant ainsi les premières bases de ces caisses des écoles, si prospères depuis. La délégation du IVe disait : « Apprendre à l'enfant à aimer et à respecter ses semblables, lui inspirer l'amour de la justice, lui enseigner qu'il doit s'instruire en vue de l'intérêt de tous, tels sont les principes de morale sur lesquels reposera désormais l'éducation communale. » — « Les instituteurs des écoles et salles d'asile, prescrivait la délégation du XVIIe, emploieront exclusivement la méthode expérimentale et scientifique, celle qui part toujours de l'exposition des faits physiques, moraux, intellectuels. » On était encore loin d'un programme complet.

Histoire de la Commune de 1871, Lissagaray, P. 169-170 puis P. 193/l'enseignement



# L'A.B.C. anarchiste De Pierre-Joseph

## Proudhon à David Graeber



## **Introduction**

L'anarchisme est une conception rationnelle et pratique d'une vie sociale libre et harmonieuse qui a réellement vu le jour avec Proudhon. Le fait que l'anarchisme perdure dans le temps jusqu'à aujourd'hui n'est pas dû seulement à une expression intellectuelle; pour cette raison, comprendre les principes anarchistes est une nécessité si l'on veut construire aujourd'hui une alternative libertaire. L'anarchisme suppose une éthique et une manière d'être au monde. Les anarchistes y agissent avec la conscience de faire partie d'un organisme maltraité par les conséquences de pratiques de domination et d'exercice de la servitude à différentes échelles. Mais l'anarchisme n'est pas qu'une philosophie, une éthique, c'est aussi une mouvance politique qui participe à partir du milieu du XIXè siècle à la formation du mouvement ouvrier avec une critique de l'oppression et une manière de s'organiser face à l'exploitation économique des travailleurs. La question sociale revêt chez les anarchistes un caractère essentiel.

De plus en plus de livres et brochures sont éditées de nos jours: l'anarchisme suscite donc toujours un intérêt parmi la population notamment parmi ceux et celles qui vivent exclusivement du produit de leur travail. La faillite du socialisme parlementaire et du bolchevisme laisse un espace politique pour les anarchistes face au capitalisme destructeur de relations humaines, d'écosystèmes et de planète. Les penseurs d'aujourd'hui, hommes et femmes libertaires, continuent d'interagir et de s'influencer mutuellement, comme ce fut le cas dès les origines. Contrairement au courant marxiste, les anarchistes ne se revendiquent pas de tel ou tel personnage incarnant telle ou telle école : léniniste, stalinien, trotskyste, maoïste...L'anarchisme n'est pas figé et les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bienêtre et de liberté adéquat à chaque époque.

Les grands théoriciens de l'anarchisme renvoient dos à dos les républicains et les socialistes autoritaires. Lutte des classes, émancipation économique clef de voûte de l'émancipation ouvrière, athéisme, souveraineté de l'individu être social par excellence, recherche constante de l'équilibre, liberté sans laquelle l'égalité ne peut exister, entraide et coopération, fédéralisme et progrès dans la fraternité, voilà les idées véhiculées par les anarchistes organisés qui estiment que l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre. « Mais, sans se laisser détourner par les voix de sirènes des bourgeois et des socialistes bourgeois, ils (les ouvriers) concentreront avant tout leurs efforts sur cette grande question de leur émancipation économique, qui doit être la mère de toutes leurs autres émancipations. »

« La pauvreté, c'est l'esclavage! » Le droit à la liberté, sans les moyens de la réaliser, n'est qu'un fantôme. Donc, selon Bakounine, l'égalité est une condition absolument nécessaire de la liberté. L'égalité politique même dans les Etats les plus démocratiques, est un mensonge. Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Mais l'égalité n'est possible qu'avec et par la liberté : non pas cette liberté exclusive des bourgeois qui est fondée sur l'esclavage des masses et qui n'est pas la liberté, mais le privilège; mais cette liberté universelle des êtres humains, qui élève chacun à la dignité de l'homme. La liberté des individus n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit collectif. La liberté c'est la perte progressive de l'autorité car pour Bakounine tout développement implique la négation de son point de départ. Quel est le sens et le but de la Révolution sociale ? La Révolution sociale peut se résumer en peu de mots : « Elle veut et nous voulons que tout homme qui naît sur cette terre puisse devenir un homme dans le sens le plus complet de ce mot ; qu'il n'ait pas seulement le droit, mais tous les moyens nécessaires pour développer toutes ses facultés, et être libre, heureux, dans l'égalité et par la fraternité!»

De nombreux observateurs attribuent à Ballivet, le délégué des mécaniciens au deuxième congrès ouvrier français (Lyon), en janvier 1878, l'une des premières critiques vigoureuses du parlementarisme et d'une proposition alternative à cette non-participation à la politique légale: « Sur le terrain des corps de métier, poursuivre définitivement la formation de syndicats; ces syndicats, cependant, ne devraient pas seulement se proposer la défense des salaires, mais l'abolition du salariat, par l'appropriation collective de tous les moyens de production.» James Guilllaume tient à préciser que « Le collaborateur du Réveil semble ignorer que les idées exposées au Congrès de Lyon par le délégué Ballivet dans les débats qui eurent lieu sur les diverses questions de l'ordre du jour - non seulement la représentation ouvrière au parlement, mais l'instruction et l'enseignement, la propriété, l'organisation ouvrière, etc., sont les idées de l'Internationale ». Effectivement on trouve dans les nombreux articles publiés par Bakounine dans l'Egalité en 1869 toutes les thématiques dont parle Guillaume. D'après Maxime Leroy dans La coutume ouvrière, la meilleure formule de l'abstention politique a été donnée, non pas par les Internationaux parisiens mais par l'Egalité, l'organe de la Fédération romande : « Quelle est la politique que l'Internationale doit suivre pendant cette période plus ou moins longue de temps qui nous sépare de cette terrible révolution sociale que tout le monde pressent aujourd'hui ? Faisant abstraction, comme le lui commandent ses statuts, de toute action politique nationale et locale, elle donnera à l'agitation ouvrière dans tous les pays un caractère essentiellement économique, en posant comme but : la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires ; comme moyens : l'association des masses ouvrières et la formation des caisses de résistance ».

Pour Bakounine, la Révolution doit être athée et anti-étatique car avec le principe d'autorité, les deux institutions fondamentales de l'esclavage sont l'Eglise et l'Etat. Conjugués aux propos de Michel Bakounine, ceux de Kropotkine lui font écho sur le terrain de l'entraide. Pour ce savant qui a démontré de manière empirique que le facteur d'entraide a été supérieur à celui de la compétition pour la survie de l'espèce, la solidarité implique une pratique de réciprocité. En d'autres termes, il conteste que la lutte pour la vie à l'intérieur d'une même espèce soit un facteur de progrès. La tendance naturelle de l'homme à l'entraide lui a permis de survivre d'abord dans un milieu hostile puis de s'adapter aux modifications du milieu. D'où les nécessaires notions de coopération et d'entraide qui fondent une humanité basée sur le besoin naturel de l'homme de vivre parmi les siens. Elisée Reclus complète les propos de Kropotkine avec sa théorie de l'évolution et de la révolution en constatant le processus gradué et continu de la nature ponctué de temps à autre de changements radicaux indispensables à l'évolution de l'espèce. S'inspirant de Proudhon adepte des lois d'équilibres dues à certains antagonismes, Reclus avance l'idée que tout change et se meut dans la nature d'un mouvement éternel donc qu'au « trend » du progrès s'opposent de possibles retours en arrière qu'il appelle régrès.

## Qu'est-ce que l'anarchisme?

Afin de se familiariser avec la pensée anarchiste, il nous a paru utile d'étudier les principaux auteurs libertaires qui ont contribué aux fondements théoriques de l'anarchisme, une théorie très mal comprise et de tous temps, déformée. Rejetant le chaos du capitalisme et de l'étatisme, l'anarchisme cherche à créer l'ordre du socialisme libertaire, une société libre d'associés libres. Le capitalisme continuera d'exister tant que ce système économique sera jugé juste et adéquat. La tâche des anarchistes consiste donc à déconstruire les idées sur lesquelles s'appuie le système actuel et proposer une alternative qui le remplacera par un environnement plus adapté. Nous terminerons cet essai par la prise en considération d'auteurs contemporains tels Murray Bookchin, David Graeber...Nous limiterons les notes de bas de page afin de faciliter la lecture de cet ouvrage.

A noter la pertinence continue de propos tenus par les premiers théoriciens de l'anarchisme dès le mitan du XI-Xème siècle, toutes choses égales par ailleurs.

## Pierre-Joseph Proudhon (1809–1865)

L'anarchisme - en tant que théorie et mouvement socio-économiques nommés - date de 1840, avec la publication du livre « Qu'est-ce que la propriété? » de Pierre-Joseph Proudhon. C'est le produit de la montée du capitalisme, de l'échec de la Révolution française et de la croissance de la contestation ouvrière.

Proudhon est né dans la classe ouvrière française, le 15 janvier 1809, à Besançon. Son père est vigneron et tonnelier. Sa famille se trouve ruinée par un procès. Proudhon abandonne ses études pour travailler dans une imprimerie (apprenti typographe à l'imprimerie de Bellevaux, en 1927) afin d'aider à subvenir aux besoins de sa famille ; il a été la première personne à se décrire comme un anarchiste en 1840 (beaucoup de contestataires de l'ordre établi avaient été qualifiés d'anarchistes par d'autres auparavant, mais de manière péjorative comme c'est encore un peu le cas de nos jours). Auteur d'ouvrages abondants, il participa activement à la Révolution de 1848 et approfondit ses critiques à la fois de l'État et du capital - en partie influencé par son temps d'homme politique, car il fut élu à l'Assemblée le 4 juin 1848. Refusant de se taire après l'écrasement de la révolte de juin de cette année-là, il publie trois violents articles en janvier 1849 contre le princeprésident Louis-Napoléon qui visait une dictature. Il est emprisonné pendant trois ans (1849-1852). Libéré en juin 1852, il est soumis à la surveillance et à la censure avant de s'exiler en Belgique entre 1858 et 1862 après la publication de Justice dans l'Église et dans la Révolution qui le vit persécuté pour atteinte à la religion et aux bonnes mœurs. De retour en France, il écrit abondamment sur le fédéralisme et dicte son dernier ouvrage, De la capacité politique des classes ouvrières, qui ne paraîtra qu'après sa mort. Pour cet auteur, il s'agit de donner la parole au peuple, c'est-à-dire construire les outils intellectuels et pratiques nécessaires pour exprimer sa pensée et ses besoins. C'est donc un personnage de premier ordre pour les libertaires car il veut substituer le régime économique ou industriel au régime gouvernemental. C'est un théoricien qui est considéré comme le père du fédéralisme, de la théorie d'un droit social ; un promoteur du mutualisme, du coopératisme, du syndicalisme...

Ecrivain libertaire le plus prolifique, ses nombreux livres comprennent, entre autres, ses trois Mémoires sur la propriété - Qu'est-ce que la propriété? (1840 et Lettre à M. Blanqui sur la propriété, 1841), Avertissement aux propriétaires (1842) - et Système des contradictions économiques (2 volumes en 1846). Solution du problème social (1847-1848), l'Idée générale de la révolution au XIXè siècle (1851). Manuel d'un spéculateur à la Bourse (1853). De même, Du principe fédératif(1863) expose ses idées sur le fédéralisme socio-économique qui remplacerait le capitalisme et l'État. Il est également l'auteur de nom-

breux pamphlets et articles dans des journaux.

## Qu'est-ce que la propriété?

Proudhon considère que le peuple doit revendiquer dès maintenant l'égalité économique. Il est surtout connu pour l'une de ses réponses au titre de son premier livre: « Qu'est-ce que la propriété? ». Sa réponse était révolutionnaire et assurerait sa renommée: "La propriété est le vol."

Proudhon pose la question de « l'erreur de compte » : dans la répartition des produits du travail et du sol, n'y auraitil point quelque erreur de compte ? Chaque travailleur reçoit-il tout ce qui lui est dû, et rien que ce qui lui est dû ? En un mot, dans les conditions actuelles du travail, du salaire et de l'échange, n'y a-t-il personne de lésé ? Les comptes sont-ils bien tenus ? La balance sociale est-elle juste ? S'il y a misère et inégalité sociale, c'est parce qu'il y a vol, l'erreur de compte de la part du propriétaire des moyens de production qui spolie le travailleur de sa force de production individuelle mais aussi de la totalité de la force collective de ceux qu'il exploite.

La formule a fait trembler la bourgeoisie. Bien avant Marx, Proudhon dénonce cette « erreur de compte », ce qui en fait pour la bourgeoisie de l'époque, un fossoyeur de la propriété. Proudhon affirme que toutes les causes d'inégalité sociale se réduisent à trois: l'appropriation gratuite des forces collectives; l'inégalité dans les échanges; le droit de bénéfice ou d'aubaine.

L'aubaine ou la plus-value, définit ce que l'on appelle le vol capitaliste. Ce vol s'est produit de deux manières. Premièrement, les patrons en monopolisant les moyens de production condamnent les travailleurs au travail salarié (ce que Kropotkine appellera l'esclavage salarié). Deuxièmement, cela se traduit par l'exploitation de l'ouvrier par le propriétaire et ainsi, alors que les capitalistes ont payé toutes les forces individuelles, le collectif, la force reste à payer. Le vol initial des ressources au peuple assure le vol continu par les propriétaires du surplus produit par les travailleurs. Le travail est le seul créateur de valeur, les profits font donc partie du travail lui-même.

Proudhon affirme : « Si, comme on le prétend, et comme nous l'avons accordé, le travailleur est propriétaire de la valeur qu'il crée, il s'ensuit :

- Que le travailleur acquiert aux dépens du propriétaire oisif ;
- Que toute production étant nécessairement collective, l'ouvrier a droit, dans la proportion de son travail, à la participation des produits et des bénéfices ;
- Que tout capital accumulé étant une propriété sociale, nul n'en peut avoir la propriété exclusive. »

Cependant, nous ne devons pas oublier que Proudhon a également soutenu que «la propriété est du despotisme»

car elle crée des relations sociales hiérarchiques basées sur les classes économiques - elle crée le propriétaire à qui l'ouvrier a vendu et cédé sa liberté et le propriétaire est seigneur et maître dans la sphère de sa propriété, roi absolu dans tout son domaine. C'est pourquoi les anarchistes d'hier et d'aujourd'hui s'opposent à la propriété privée.

De même, si Proudhon était contre le capitalisme, il était également contre le socialisme d'État (ce qu'il appelait Communauté), arguant qu'il égalait le capitalisme d'État car «la communauté est propriétaire et propriétaire non seulement des biens, mais des personnes et des volontés». Défenseur de la liberté, Proudhon critique le communisme dogmatique et la dictature : « La liberté individuelle devrait-elle être proscrite au nom de la liberté générale, laquelle se compose de la somme des libertés individuelles? Quel serait le motif de cette proscription? » La faillite du socialisme d'Etat était prévue...par Proudhon : « De tous les préjugés, celui que les communistes caressent le plus est la dictature. Dictature de l'industrie, dictature du commerce, dictature de la pensée, dictature de la vie sociale et la vie privée, dictature partout tel est le dogme.

En 1866, le dictionnaire Larousse définit l'anarchie comme l' « Etat d'un peuple qui n'a plus de chef, plus d'autorité à laquelle il obéisse, où le pouvoir gouvernemental est entravé ou suspendu. Synonyme de chaos, désordre, confusion [...]La notion d'ANARCHIE, en politique, est tout aussi rationnelle et positive qu'aucune autre. Comme l'homme cherche la justice dans l'égalité, la société cherche l'ordre dans l'ANARCHIE.[...] . Concernant l'anarchie de Proudhon, la définition proposée est des plus honnêtes : « M. Proudhon a donné le nom, paradoxal en apparence, d'an-archie à une théorie sociale qui repose sur l'idée de contrat, substitué à celle d'autorité. Il faut bien comprendre que l'anarchie proudhonienne n'a rien de commun avec celle dont nous avons parlé plus haut. Sous ce nom, le célèbre penseur nous présente une organisation de la société où la politique se trouve absorbée dans l'économie sociale, et le gouvernement dans l'administration, où la justice commutative s'étendant à tous les faits sociaux et produisant toutes ses conséquences réalise l'ordre par la liberté même, et remplace complètement le régime féodal, gouvernemental, militaire, expression de la justice distributive. Les diverses catégories de services publics: culte, force publique, agriculture, commerce, industrie, travaux publics, enseignement, finances, constituant autant de fonctions indépendantes, centralisées de bas en haut et se gouvernant chacune par elle-même ;[...] « Ainsi ,dit-il , le gouvernement n'existe plus, puisque par le progrès de leur séparation, les facultés qu'il rassemblait autrefois échappent à son initiative : de l'an-archie est sorti l'ordre. » Ainsi aux yeux de M. Proudhon, l'an-archie doit être le modèle des gouvernements : l'initiative municipale remplaçant la centralisation. »

## "Association universelle"

Quelle était donc son alternative au capitalisme privé et d'État? Il l'a appelé de beaucoup de qualificatifs au cours de sa vie mais au départ, il l'appelait «l'Association universelle» et elle serait basée sur la libre association et le libre accès pour la liberté - dont la seule fonction est de maintenir l'égalité dans les moyens de production et l'équivalence dans les échanges - et la seule forme de société possible, la seule juste, la seule vraie.

Cela signifiait logiquement une socialisation des moyens de vie, des lieux de travail et de la terre, basée sur les droits d'usage ou de possession. Tout occupant, a-t-il soutenu, est nécessairement un possesseur ou un usufruitier - une fonction qui exclut la propriété. L'homme reçoit son usufruit des mains de la société, qui seule est le possesseur permanent. Le «droit au produit est exclusif; le droit aux moyens est courant - jus ad rem » a-t- il souligné, et donc toute propriété devient collective et indivise. Les produits ne sont achetés que par des produits. Cela créerait un monde de «possesseurs sans maîtres» dans lequel «les dirigeants, les instructeurs, les surintendants doivent être choisis parmi les travailleurs par les travailleurs euxmêmes, et doivent remplir les conditions « d'éligibilité». Il a appelé cette «démocratie industrielle», en 1857, (et a été l'un des premiers, sinon le premier, à utiliser ce terme) au sein d'une «fédération agro-industrielle», pour reprendre l'expression de son livre de 1863, Du principe fédératif. Un tel système anarchiste a pour but de rendre le pouvoir au peuple et d'abolir le salariat. Et plutôt que de comparer abstraitement la sombre réalité du capitalisme à des visions fantasmées d'un monde parfait, les idées de Proudhon à propos d'une société libre sont basées sur la critique du capitalisme et des tendances en son sein qui pointent au-delà. Ainsi, par exemple, son analyse de la manière dont la propriété exploite les travailleurs a motivé ses idées sur la démocratie industrielle car «en vertu du principe de la force collective, les travailleurs sont les égaux et les associés de leurs dirigeants».

Son socialisme est basé sur l'association socio-économique. Plutôt que le partisan de la petite propriété peinte par ses détracteurs (principalement marxistes), il est bien conscient que «dans le cadre de l'association universelle, la propriété de la terre et des instruments de travail est la propriété sociale » et il vise à «l'abolition du capitalisme et du salariat, la transformation de la propriété, la décentralisation gouvernementale, la substitution du régime contractuel au régime juridique... Ce système fédéraliste serait basé sur l'égalité entre les membres. Le fédéralisme serait gage de paix et d'entente entre les peuples : « Il n'y a plus de nationalité, plus de patrie, dans le sens politique du mot ; il n'y a que des lieux de naissance. L'homme de quelque race et couleur qu'il soit, est réellement indigène de l'univers ; le droit de cité lui est acquis partout...L'harmonie règne, sans diplomatie et sans concile, parmi les nations: rien ne saurait désormais la troubler.»1

Plutôt que d'élire quelques représentants qui font ce qu'ils veulent pendant quatre ou cinq ans, une société anarchiste placerait les centres de décision entre les mains de ceux qui sont touchés par les décisions. Cela garantirait que «les masses sont effectivement, positivement et effectivement souveraines: comment pourraient-elles ne pas l'être alors que l'organisme économique - travail, capital, propriété et actifs - leur appartient entièrement».

## L'Etat, un pouvoir à part

Ce qui soulève une question récurrente et qui a divisé les socialistes depuis le début - pourquoi ne pas utiliser l'État pour réaliser un changement social? Pour Proudhon, la question montre simplement un manque de compréhension de ce qu'est l'Etat: c'est un corps bourgeois qui ne peut être capturé par le peuple car il n'est «rien d'autre que l'alliance offensive et défensive de ceux qui possèdent, contre ceux qui ne possèdent pas; et le seul rôle joué par le citoyen est de payer la police. Proudhon véhicule l'idée d'une anarchie positive : « Comme variété du régime libéral, j'ai signalé l'ANARCHIE ou gouvernement de chacun pour soi-même, en anglais self-government. L'expression de gouvernement anarchique impliquant une sorte de contradiction, la chose semble impossible et l'idée absurde. Il n'y a pourtant à reprendre ici que la langue : la notion d'anarchie, en politique, est tout aussi rationnelle et positive qu'aucune autre. Elle consiste en ce que, les fonctions politiques étant ramenées aux fonctions industrielles, l'ordre social résulterait du seul fait des transactions et des échanges. Chacun alors pourrait se dire autocrate de lui-même, ce qui est l'extrême inverse de l'absolutisme monarchique.

De même, au surplus, que la monarchie et le communisme, fondés en nature et en raison, ont leur légitimité et leur moralité, sans que jamais ils puissent se réaliser dans la rigueur et la pureté de leur notion ; de même la démocratie et l'anarchie, fondées en liberté et en droit, poursuivant un idéal en rapport avec leur principe, ont leur légitimité et leur moralité. »

« Le vice du système politique, vice que l'on peut appeler constitutionnel consiste dans cette condition faite au pouvoir, que les provinces, les cités dont on compose l'Etat, et qui toutes doivent jouir de leur pleine et entière autonomie, seront au contraire gouvernées et administrées, non plus par elles-mêmes, et comme il convient à des villes et à des provinces associées, mais par une autorité centrale et comme population conquise. »

### « Qui dit socialisme dit fédération ou ne dit...rien. »

Cela signifiait que l'État était, comme il le disait en 1846, «inévitablement enchaîné au capital et dirigé contre le prolétariat». Pourtant, alors qu'il s'agissait d'un instrument de domination de classe minoritaire - l'instrument de la classe propriétaire - ce n'était pas tout. C'était aussi un pouvoir à part, avec ses propres intérêts qui convenaient à sa nature hiérarchique et centralisée: «Nous ne

voulons pas de l'État, car l'État [...] n'existe pas plus tôt qu'il crée un intérêt qui lui est propre, en dehors et souvent contraire aux intérêts du peuple [...] il fait des fonctionnaires ses propres créatures, d'où résulte du népotisme, de la corruption et peu à peu de la formation d'une tribu officielle, ennemis du travail comme de la liberté ». « Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni titre, ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, contusionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre réclamation, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale! Et qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence la République!»

L'État était donc «cette aliénation de la puissance publique au profit de quelques ambitieux» et «concentrer tous les pouvoirs publics entre les mains d'une seule autorité [...] ne faisait que créer le despotisme» dans lequel «le président et les représentants, une fois élus, sont les maîtres; tous les autres obéissent. En tant que tel, éliminer la classe capitaliste par le biais de l'État créerait simplement une nouvelle classe dirigeante - les membres du gouvernement et la bureaucratie d'État.

De son expérience politique, Proudhon en tire la conclusion que les élus se coupent des masses et ignorent l'actualité : «Depuis que j'ai posé les pieds sur ce Sinaï parlementaire, j'ai cessé d'être en contact avec les masses: en m'absorbant dans mon travail législatif, j'avais complètement perdu la vue de l'actualité [...] Il faut vivre cet isolement appelé assemblée nationale pour comprendre comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent. »

Dans Confessions, il cite le système de contradictions économiques sur le fait que l'État est un instrument de la bourgeoisie et note que ses expériences en tant que député ont confirmé cette analyse. D'où le besoin pressant d'un socialisme d'en bas. D'en haut signifie pouvoir; d'en bas signifie le peuple. L'initiative des masses. La révolution à l'initiative des masses est une révolution par l'action concertée des citoyens, par l'expérience des travailleurs, par le progrès et la diffusion des lumières, la révolution par le moyen de la liberté.

Proudhon est le premier à comprendre cette différence et la nécessité d'un changement social venant des masses, sinon la tyrannie serait produite. Il a donc attaqué ses « collègues » de gauche autant que ses ennemis de droite: « Louis Blanc représente le socialisme gouvernemental, la révolution par le pouvoir, comme je représente le socialisme démocratique, la révolution par le peuple. Un abîme existe entre nous. »

Compte tenu de cela, l'État peut être «invité, provoqué ou contraint par un pouvoir extérieur à lui-même» en faveur de la réforme - élire quelques politiciens pour adopter le changement ne fonctionnerait jamais. Il faut donc d'autres moyens de changement, des moyens enracinés dans l'auto-activité de la classe ouvrière. En tant que réformateur, il est opposé à l'insurrection et à la violence.

Bien que, contrairement aux anarchistes ultérieurs, il se soit opposé aux grèves, il pensait toujours que la transformation sociale ne pouvait être que le produit de l'autolibération et de l'auto-organisation de la classe ouvrière, car les travailleurs réaliseront cette synthèse de la composition sociale. Et eux seuls peuvent y parvenir.

Le changement social était perçu comme étant produit par la formation de fédérations de crédit mutualiste et d'associations productives et ainsi l'«organisation du crédit» était considérée comme le moyen de «l'organisation du travail» - la fin du travail salarié par les coopératives de travailleurs. Cela ne peut se faire autrement, car les travailleurs doivent s'organiser à la fois pour assurer "l'organisation du travail par des ouvriers, sans capitalistes ni maîtres» et pour répondre à la multitude de besoins, de problèmes et de changements auxquels une société est confrontée. Cela signifie que «l'organisation du travail ne doit pas émaner des pouvoirs en place; il doit être spontané par la création d'un double pouvoir social et économique pour soutenir la création d'un crédit coopératif, de consommation et de production ainsi que pour faire pression sur l'Etat de l'extérieur. Ainsi, lors de la Révolution de 1848, il a soutenu qu'«un corps représentatif du prolétariat soit formé à Paris, imperium in imperio, en opposition à la représentation de la bourgeoisie» et, ce faisant, «une nouvelle société soit fondée au cœur de l'ancienne société.» La création d'une société émancipée ne peut résulter que d'une prise en charge des décisions économiques et politiques, sur une base fédéraliste.

A Suivre...

#### Le Libertaire

Internet : http://le-libertaire.net/ E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com Directeur de la Publication : Olivier Lenourry Numéro de commission paritaire en cours

#### A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com